



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle Force Ouvrière de l'Eure

à l'UD F.O. 17-ter rue de la côte blanche 27 000 Evreux 02 32 33 01 11

fnecfpfo27@gmail.com

Déclaration de la FNEC FP-FO 27 au CSA SD du 10 avril 2026

Madame la Directrice Académique de l'Eure,
Mesdames et messieurs les membres du CSA de l'Eure,

En préalable à cette déclaration liminaire, nous tenons à exprimer notre soulagement à l'annonce du retour en France de nos deux camarades Cécile Kohler et Jacques Paris qui ont été détenus plus de 3 ans dans les prisons iraniennes. Même réfugiés à l'ambassade, nous avons eu très peur pour leur vie lors des frappes de l'offensive d'Israël et des Etats-Unis et nous étions encore plus inquiets depuis que le président Trump avait promis "d'éradiquer une civilisation entière" si l'Iran n'acceptait pas son ultimatum et ne rouvrait pas le détroit d'Ormuz.

En tant qu'organisation attachée à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs, le SNUDI FO exige le cessez-le-feu immédiat, la protection des civils et des travailleurs, la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire. Elle réitère son appel à cesser les livraisons d'armes par la France à Israël. Elle s'oppose à toute volonté du gouvernement Macron-Lecornu de prendre part, d'une manière ou d'une autre à cette folie meurtrière qui ne sert que les intérêts économiques et politiques de Trump et de Netanyahu et qui menace les travailleurs et les peuples du monde entier.

Pour FO, il est clair que de nouvelles étapes sont franchies et que nous n'en sommes plus à la marche à la Guerre mais bien à la généralisation de la Guerre en France.

Le président Macron annonce l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires de l'arsenal français, la construction d'un nouveau porte-avion et de nouveaux sous-marins stratégiques, l'achat pour 8,5 milliards de munitions supplémentaires, ... Autrement dit, les milliards vont continuer à couler à flot pour l'armement alors que les hôpitaux, l'École, les services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout !

Cette guerre d'agression contre l'Iran est le prétexte à une flambée des prix du gaz et des carburants que subissent tous les salariés et agents. Dans cette situation, la FNEC FP-FO, avec sa Confédération, revendique le plafonnement à 1,50€ du prix des carburants. Elle s'est adressée à tous les niveaux, dont le ministère et la DSDEN 27, pour exiger également la revalorisation des salaires et des pensions du secteur public ainsi que les barèmes des indemnités kilométriques, de l'ISSR et des frais de déplacement. Elle a proposé l'action commune aux autres fédérations en ce sens.

Dans ce contexte où la censure et la répression d'État sont devenues la norme, le SNUDI-FO s'alarme de la progression des actes de violences fascistes et rappelle qu'en tant qu'organisation syndicale, le SNUDI FO 27 est par définition viscéralement opposée à toutes formes de racisme, de xénophobie, d'islamophobie, d'antisémitisme qui sont entretenues pour diviser les travailleurs et la population, ce qui a été rappelé lors de la manifestation du 14 mars dernier.

Concernant cette carte scolaire 2026, nous nous réunissons environ 1 semaine après une mobilisation importante le 31 mars dans l'Eure, mais aussi partout en France pour exiger des

moyens pour l'École, et les services publics en général, pour lutter contre les fermetures de classes, pour un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH, pour la création d'ESMS (IME, ITEP) et de postes adéquats pour répondre aux besoins spécifiques des élèves en situation de handicap. Le même jour, dans l'après-midi, vous avez décidé, Madame la Directrice Académique, d'informer les écoles, alors même que les instances ne s'étaient pas encore réunies, qu'une classe ferait dans leur école. Les collègues concernés par la fermeture ont aussi reçu un courrier les informant qu'ils subissaient une mesure de carte scolaire !

La réception de ce courrier par des collègues qui, pour certains, étaient en grève ou venus manifester dans les rues d'Evreux pour défendre leur école le matin même a provoqué un fort sentiment de mépris et d'indignation !

Quel manque de respect également à l'égard d'élus et de parents qui se sont joints à cette mobilisation pour exprimer leur légitime attachement à leur école !

Pour rappel, les annonces de fermetures de classes du lundi 23 mars ont provoqué partout une réaction immédiate et spontanée des personnels, des parents d'élèves et des élus : blocages d'écoles, rassemblements, grèves, ...

Les écoles d'Hondouville, de Garennes sur Eure, de Dangu, de Gravigny, de Toutainville, d'Alizay, de Rochereuil, d'Isambard, de St Ouen de Thouberville, de Bourth, de Boissey le Châtel, St Pierre des Fleurs, de Damville, de Nonancourt, de St Marcel, ... étaient présentes mardi dernier pour exiger l'annulation de la fermeture de classe que vous souhaitez imposer, Madame la Directrice Académique, sur la base d'effectifs validés en novembre alors que depuis ceux-ci ont évolué à la hausse ! D'autres écoles étaient représentées pour demander une ouverture de classe, comme celle de Tourville La Campagne.

Madame la Directrice Académique, nous dénonçons cette non-prise en compte de ces effectifs, comme nous dénonçons ce calendrier restreint et voulu pour éviter toute discussion afin de répondre au budget 2026 qui entérine la suppression de 4 000 postes imposées avec l'article 49-3 par le gouvernement Macron-Lecornu, dont 1 891 dans les écoles et 44 pour notre département de l'Eure. S'y ajoutent plus de 1 000 postes en France, dont 10 dans l'Eure, qui sont réservés pour le développement des pôles d'appui à la scolarité (PAS) qui entraînent autant de fermetures de classes supplémentaires.

A ce propos, le ministre Geffray, interrogé au Sénat sur les PAS ne cache pas leur objectif : il indique que dans les départements où ceux-ci ont déjà été mis en place, ils ont permis une diminution de 6% des notifications MDPH ! Comme le SNUDI-FO l'a toujours indiqué les PAS ne sont ni plus ni moins qu'un outil pour limiter les notifications MDPH et donc remettre en cause les droits des élèves en situation de handicap !

D'ailleurs, la politique d'inclusion systématique et forcée s'oppose à une prise en charge réelle des élèves dans un cadre spécialisé ou adapté avec le cas échéant les soins nécessaires à leur situation. Cette orientation conduit à une mise en danger des personnels, des élèves notifiés, des autres élèves présents dans leurs classes et plus largement de tous les personnels territoriaux intervenant dans les écoles. Cet état de fait est constaté quotidiennement via les multiples signalements qui nous sont remontés et qui font état d'un épuisement généralisé des équipes ...

Les chiffres apportés par l'administration, bien que minorés, sont déjà édifiants. En France, 10 % des élèves qui n'ont aucune prise en charge d'AESH, c'est plus de 50 000 élèves... 30 000 élèves ne sont pas scolarisés en ESMS faute de places... Au lieu de créer les places nécessaires, de recruter les personnels nécessaires, le ministère prépare l'externalisation totale des ESMS ...

Les PAS vont aussi continuer à dégrader les conditions de travail des AESH en accélérant la mutualisation impulsée par les PIAL. Les personnels confrontés à des situations intenable ne veulent pas le « coaching » proposé par les PAS. Ils veulent une réelle prise en charge des élèves par des enseignants et des éducateurs spécialisés, avec les soins adaptés si besoin.

Pour le SNUDI FO 27, l'École manque de tout et la baisse démographique est l'occasion de permettre aux enseignants et enseignantes de pouvoir exercer correctement leur métier.

Concernant les postes de remplaçant, le SNUDI FO 27 demande la création de nouveaux postes permettre aux personnels de s'absenter dès que nécessaire ainsi que le retour des postes spécifiques de ZIL, BD et BD stage, avec la gestion des remplacements par les circonscriptions, en recrutant des personnels administratifs.

Au niveau des personnels spécialisés, le SNUDI FO revendique le recrutement des personnels de RASED en nombre pour que chaque RASED soit complet pour 800 élèves. Il rappelle aussi sa revendication de faire appel à des faisant fonction sur les postes d'ADP au moins afin de permettre un suivi des élèves en difficulté faute de candidats.

Le SNUDI FO exige le départ en formation d'un nombre plus important de personnels formés pour répondre aux besoins spécifiques des élèves et non pour devenir des « coachs » ou des personnels ressources !

Aussi, le SNUDI FO 27 revendique des postes d'UPE2A pour répondre aux besoins du terrain et ne se transforment pas en pompier de service, de limiter le nombre d'élèves en ULIS collège à 12, de recruter des AESH pour répondre aux besoins des élèves les plus fragiles.

Concernant la direction d'école, le SNUDI FO refuse toutes les fusions de direction, dans les RPI ou ailleurs, qui répond à une logique d'économie et non d'amélioration des conditions de travail des personnels. Le SNUDI FO demande le retour d'une direction par école dans les RPI.

Le SNUDI FO rappelle son exigence d'abrogation de la loi Rilhac et ses textes d'application qui permettent au Ministère d'effectuer un pas supplémentaire vers le transfert de compétences des IEN en direction des directeurs.

Le SNUDI FO demande l'augmentation des décharges pour tous les directeurs et directrices d'école, le recrutement d'une aide administrative, l'allègement drastique des tâches de ces personnels, l'augmentation de l'indemnité spécifique à la direction d'école.

Concernant les fermetures d'école, attaché au service public de proximité, le SNUDI FO refuse toutes les fermetures des écoles, notamment rurales, qui augmentent les temps de trajet et dégradent le lien entre l'école et les citoyens. Le SNUDI FO dénonce la volonté de créer des grands pôles au lieu de renforcer les écoles de proximité.

Pour conclure, le SNUDI FO et sa fédération, la FNEC FP-FO, exigent :

- l'annulation des 4 000 suppressions de postes, dont 44 dans l'Eure, et la création des postes nécessaires, y compris de tous les postes spécialisés !
- l'ouverture des places nécessaires en ESMS, non aux externalisations !
- La création d'un statut de catégorie B avec un temps plein pour 24h et un vrai salaire pour les AESH !
- L'abandon des PIAL et des PAS.